



Nos organisations appellent plus que jamais les travailleuses et les travailleurs à se mobiliser ce 1^{er} MAI.

Nous rappelons, qu'un monde en guerre où l'économie de guerre est une priorité, n'est jamais synonyme de progrès social, bien au contraire.

Les guerres démontrent, s'il le fallait, que les bombardements et les interventions militaires ne se font jamais dans l'intérêt des travailleuses et travailleurs : en premier lieu, ceux des pays sous les bombes, pleurant leurs morts et indirectement de l'ensemble des travailleurs du monde entier frappés par les conséquences : inflation, explosion des prix du pétrole et du gaz au bénéfice des profiteurs de guerre dans une économie encore largement carbonée, fragilisation du tissu économique, remise en cause des libertés...

Nos organisations réaffirment leur engagement pour la Paix et la solidarité internationale. Nous exigeons un cessez-le-feu immédiat au Moyen-Orient, en Ukraine et partout dans le monde.

Nous refusons fermement toute politique d'économie de guerre synonyme de remise en cause de notre modèle de protection sociale et nos services publics.

Nous refusons la politique de « militarisation des esprits » et « d'acculturation à la défense » de la jeunesse populaire, à qui on laisse comme perspective la guerre ou la précarité.

Nos organisations syndicales rappellent que le syndicalisme, vecteur de progrès social, ne peut exister ni se développer sous des régimes autoritaires. Les politiques antisociales, et les discours de rejet de l'autre constituent une impasse démocratique et sociale. Partout où ces politiques sont menées, on fait le même bilan : justice sous contrôle, presse muselée, syndicats et associations entravés, conquêtes sociales remises en cause, droits des femmes attaqués, urgence climatique niée. C'est un système qui détruit méthodiquement ce que des générations ont construit. Nos organisations combattent avec force toute forme de racisme, de discrimination qui ne servent qu'à diviser les travailleurs et affaiblir leurs luttes.

Certains veulent remettre en cause le 1^{er} Mai, journée internationale des droits des travailleurs, seule journée obligatoirement chômée rémunérée et symbolique pour les travailleurs. Remettre en cause le principe de cette journée, c'est remettre en cause plus de 100 ans de luttes sociales.

L'intersyndicale mayennaise CFTD, CGT, FO, FSU, Solidaires appellent à faire du 1^{er} Mai une journée de mobilisation d'expression forte :

- ✚ Pour la paix et les libertés, la défense de l'état de droit.
- ✚ Contre l'atteinte au droit fondamental de saisir la justice (non au droit de timbre).
- ✚ Contre toute politique d'austérité et d'économie de guerre.
- ✚ Pour le renforcement de notre modèle social et la défense de la Sécurité Sociale, contre les mesures limitant l'accès aux soins (doublement des franchises médicales, remise en cause des arrêts de travail et IJ...).
- ✚ Pour la défense de nos services publics.
- ✚ Pour l'augmentation des salaires, traitements pensions et minimas sociaux. Alors que les prix de l'énergie explosent, nous exigeons des mesures fortes pour améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs.
- ✚ Contre la remise en cause des droits à la formation des travailleurs (contribution financière obligatoire).
- ✚ Contre la réforme des retraites. Nous rappelons que suspension ne vaut pas abrogation. Nos organisations ne cesseront de revendiquer l'abrogation de cette réforme injuste et injustifiée.

1^{ER} MAI

Soyons au rendez-vous pour la **PAIX**, la **LIBERTE**, la **JUSTICE SOCIALE**.

10H30 à LAVAL : rassemblement et manifestation

**devant la Bourse du Travail
rue Souchu Servinière**

